



## Déclaration FSU35

1<sup>er</sup> mai 2022

Aujourd'hui, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs, à la FSU nous estimons plus que jamais indispensable que le monde du travail (salarié·e·s, chômeuses, chômeurs, retraité·e·s, précaires...) porte haut et fort nos légitimes revendications dans un cadre unitaire.

Dans le contexte politique actuel, c'est le soulagement de ne pas voir l'extrême droite arriver au pouvoir qui a conclu l'élection présidentielle. Mais c'est aussi une énorme colère de se voir imposer un deuxième quinquennat Macron. Après cinq ans de luttes contre les réformes de ce gouvernement, les personnels exigent un changement de cap.

Le programme du président élu qui entend poursuivre sa politique néolibérale dans la Fonction Publique comme dans la société, avec notamment son projet phare de repousser l'âge de la retraite à 65 ans, ne laisse aucune place au doute, il faudra se battre pour imposer un autre projet.

Dans la Fonction Publique, les suppressions de postes et la précarisation restent les choix politiques privilégiés alors que dans beaucoup de secteurs les besoins en emplois sont conséquents et urgents.

Dans l'Éducation Nationale par exemple, les attentes des personnels sont immenses tant les cinq ans écoulés ont été désastreux. En premier lieu, ils placent la hausse des salaires comme la mesure prioritaire pour améliorer leur situation professionnelle. Ils réclament un plan de rattrapage des salaires, leur indexation sur l'inflation et une revalorisation immédiate de 100 points d'indices pour toutes et tous. Sur le plan des conditions de travail, les enseignantes et enseignants demandent que les effectifs par classes soient allégés partout pour faire réussir tous leurs élèves et offrir les conditions nécessaires à une inclusion de qualité. Ceci implique également la création d'un statut de la Fonction publique pour les AESH.

Stop à la casse du service public de l'éducation, stop aux politiques guidées uniquement par une logique de réduction de coût alors que notre jeunesse est une richesse dans laquelle il faut investir.

Le nouveau gouvernement devra écouter enfin toutes ces professions, qui ont été méprisées durant cinq années et qui malgré la richesse de leurs métiers n'attirent plus.

Il est important pour nous de promouvoir des alternatives à ces politiques qui divisent toujours plus la société et accentuent sans cesse les inégalités.

C'est pourquoi, nous revendiquons avec force :

- ✓ Des créations d'emplois statutaires dans tous les secteurs qui en ont besoin et ils sont nombreux ;
- ✓ Le dégel de la valeur du point d'indice et de fortes augmentations générales des traitements et des pensions ;
- ✓ L'arrêt des démantèlements des services et, a contrario, des réformes visant tout à la fois à améliorer la qualité du service public rendu et les conditions de travail ;
- ✓ Des mesures renforcées et concrètes pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- ✓ Le renforcement de la démocratie sociale, alors même que la loi de transformation de la Fonction Publique produit l'inverse.

A la FSU, nous affirmons que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création d'emplois y compris sous statut public. Cela passe nécessairement par le partage et la réduction du temps de travail, ainsi que par l'augmentation des salaires et pensions.

En cette période, montrons qu'il faudra compter avec nous ! Nous qui portons d'autant plus fortement un autre projet de société plus féministe, plus écologique, plus social.